



NEWSLETTER N° 12 – Septembre 2009

Sommaire

- **Annonce : visite d'une usine d'incinération**
- **Politique CH. Cassis de Dijon : dernier appel**
- **Politique VD. Non à Mühleberg ! Mobilisons-nous !**
- **Politique NE. Oui à la nouvelle loi sur l'énergie !**
- **Annonce : conférence « Managing Energy Demand »**
- **Le saviez-vous?**

Annonce : visite d'une usine d'incinération

Le samedi 3 octobre, à 10h00, tous les lecteurs de cette newsletter sont invités à une visite de l'usine d'incinération [Tridel](#), à Lausanne. Tridel traite les déchets de 144 communes de la région et récupère la chaleur pour chauffer une partie de Lausanne.

Rendez-vous le 3 octobre à 10h00 devant l'usine (Rue du Vallon 35, Lausanne). La participation est, comme toujours, gratuite. Pour des questions de sécurité, l'inscription est obligatoire et se fait auprès de benjaminleroybeaulieu@gmail.com

Politique CH. Cassis de Dijon : dernier appel !

Le délai pour la récolte de signatures pour référendum contre le principe du Cassis de Dijon approche. Le nombre de signatures récoltées est très proche de la limite nécessaire et chaque signature supplémentaire peut donc faire la différence. Le délai référendaire est fixé au 1er octobre mais le comité a besoin de temps pour trier les signatures et les remettre aux communes pour vérification. Si vous ne l'avez pas encore fait, signez la feuille que vous pouvez [télécharger ici](#) et envoyez-la aujourd'hui à l'adresse :

Comité « NON au Cassis de Dijon » ; Case postale 6724; 1002 Lausanne

Politique VD. Non à Mühleberg ! Mobilisons-nous !

Des électriciens ont demandé au Conseil fédéral de supprimer la limite de la durée d'exploitation de la centrale nucléaire de Mühleberg. Le Conseil fédéral a consulté les cantons avoisinants cette centrale et, comme le prévoit la constitution vaudoise, le peuple vaudois sera appelé à voter sur la réponse à donner au Conseil fédéral.

Cette centrale a été mise en fonction en 1972, ce qui en fait une des plus vieilles au monde. Elle est aujourd'hui accusée de défaillances par les organes de surveillance internationaux (AIEA). Certains ingénieurs vont même jusqu'à la qualifier de « pourrie ». L'étude Katanos du Département fédéral de protection de la population résumait en 1995 l'étendue des dégâts en cas de catastrophe dans une centrale nucléaire suisse: 100 000 personnes irradiées, la moitié du pays contaminée, à évacuer, plus de 4000 milliards de francs de dégâts.

Il est grand temps de concrétiser le programme de législation et la Constitution vaudoise qui précisent que Canton et Communes: « incitent la population à l'utilisation rationnelle et économe des ressources naturelles, notamment de l'énergie », « favorisent l'utilisation et le développement des énergies renouvelables » et « collaborent aux efforts tendant à se passer de l'énergie nucléaire ». C'est non seulement possible et rentable, mais c'est aussi la seule solution à long terme pour notre pays qui ne dispose quasiment pas de combustible fossile dans son sous-sol.

Un exemple parmi d'autre qui montrent l'absurdité des centrales nucléaires: les projets de production de courant vert (Eolien, minihydraulique, biomasse, solaire) déposés depuis un an fourniront à eux tout seuls plus de courant que la centrale de Mühleberg. Et il ne s'agit que des projets déposés dans l'année qui vient de s'écouler!

Pour aller vers les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, il faut décider une fois pour toute et de manière ferme de se passer du nucléaire. C'est pourquoi, le 29 novembre, les vaudois doivent voter NON au prolongement de la durée d'exploitation de la centrale de Mühleberg et rejoindre ainsi l'avis des cantons de Fribourg, Neuchâtel, Genève et la ville de Berne.

Ecologie libérale aura besoin de tout votre soutien durant la campagne pour participer aux stands, écrire des lettres de lecteurs, etc. Les aides financières sont également les bienvenues (CCP de campagne: 10-737992-7). Merci aux volontaires de s'annoncer auprès de benjaminleroybeaulieu@gmail.com

Politique NE. Oui à la nouvelle loi sur l'énergie !

Neuchâtel a tout intérêt à adopter une attitude ambitieuse en matière environnementale. Nous sommes dans un domaine économique porteur dans lequel la réglementation évolue très rapidement et les défis liés au développement durable sont toujours plus pointus. Le canton de Neuchâtel a la chance d'avoir sur son territoire l'institut de microtechnique (IMT) reconnu mondialement dans le domaine du solaire. On ne peut pas se contenter de ne faire que de la recherche. Il faut donner une chance aux produits existants d'être installés dans notre pays et pas seulement à l'étranger. Quant aux autres cantons, ils auront vite fait d'imiter Neuchâtel dans ce domaine, incités également par le fait que la Confédération, consciente de l'importance de l'enjeu, a décidé de soutenir les cantons qui

pratiquent une politique énergétique proactive.

En acceptant la loi sur l'énergie, l'électeur marquera un signal fort en faveur d'une loi capable d'engendrer un règlement d'application intelligent. En effet, la loi est suffisamment souple pour permettre au futur règlement d'application de fixer le rythme adéquat, en particulier pour les trois aspects que le comité référendaire juge comme des obligations intolérables, à savoir : les raccordements de chauffage à distance, la délivrance de certificats énergétiques et la fixation de mesures d'assainissement. On note à plusieurs reprises dans la loi des termes tels que « peuvent se doter », « si les conditions le permettent » ou « dans la mesure du possible », ce qui montre bien l'esprit non contraignant souhaité par le législateur.

Considérons l'article 39b qui concerne les mesures d'assainissements et qui est jugé trop contraignant par le comité référendaire. En fait, cet article précise que « l'autorité compétente accorde au propriétaire un délai pour prendre les mesures adaptées et appropriées ». On le voit donc, une fois de plus, tout dépendra de la teneur du futur règlement d'application. Et comme celui-ci sera préparé par les services de Claude Nicati, un des trois ministres PLR au Château, on ne doute pas que ce règlement tiendra compte des craintes des référendaires.

Ecologie libérale fera campagne pour soutenir cette loi. Toute aide, sous forme financière ou sous forme de temps est la bienvenue. Les volontaires souhaitant nous aider sont priés de contacter le secrétaire d'Ecologie libérale sous benjaminleroybeaulieu@gmail.com

Annnonce : conférence « Managing Energy Demand »

L'état de Californie a introduit, depuis de nombreuses années, un système de découplage entre la quantité d'électricité vendue par un électricien et sa rémunération. Aujourd'hui, la consommation par habitant d'électricité en Californie est environ 50% plus basse que dans le reste des états-unis.

Pour comprendre ce phénomène, Une conférence est organisée à Berne le 4 novembre 2009: [Managing Energy Demand](#). Cette conférence est un must-see pour les professionnels de l'énergie et les décideurs politiques.

Le saviez-vous?

Aujourd'hui, il est possible de recharger la plupart des cartouches d'encre de tout type d'imprimantes, entre 5 et 8 fois selon les modèles. Dans le monde, près de 30% des cartouches d'encre sont ainsi reconditionnées. En Suisse, même si les spécialistes (magasins ou ateliers protégés) ne manquent pas, seules 5% suivent cette voie. Le reconditionnement s'effectue en plusieurs étapes: les cartouches sont vidées, nettoyées, les pièces d'usure sont remplacées puis les cartouches sont remplies sous vide d'air et testées. La recharge des cartouches permet d'économiser entre 35 et 50% du prix d'achat d'une cartouche neuve à jet d'encre (de 18 à 60 CHF) ou d'une cartouche toner neuve (de 60 à 250 CHF). La fabrication d'une cartouche toner nécessite environ 3,4 litres de pétrole. Sachant qu'en Suisse, près de 3'500'000 cartouches sont vendues chaque année, le bénéfice environnemental de cette technologie est considérable.

(Source: Forum Déchets n°68)

Vous pouvez par exemple faire recharger vos cartouches par correspondance chez inkoservice.ch